

ECLAIRAGE

L'Afrique au coeur des enjeux planétaires

L'Afrique est un continent qui attire l'intérêt des multinationales d'origines très diverses. Ses vastes espaces et leurs climats variés sont des terrains fertiles pour ces entreprises qui tentent de saisir les terres avant que la société civile ne s'organise pour réagir. Urgence!

La Via Campesina a été bien inspirée de choisir Maputo comme lieu de réunion pour sa rencontre internationale (voir article page 7) et de décider d'avoir deux secrétariats pour l'Afrique. Le premier existe déjà et est maintenu à Maputo au Mozambique; le second sera créé à Bamako au Mali.

Etats comme privés

De très nombreux signaux sont aujourd'hui présents pour nous alerter sur les vellétés d'une nouvelle colonisation à large échelle du continent africain. Nouvelle dans les deux sens du terme: premièrement, nous avons vécu une colonisation qui s'est «plus ou moins» achevée dans les années soixante et deuxièmement parce que c'est une autre forme de colonialisme bien souvent pratiquée par des sociétés privées.

En février 2008, nous avons publié un article sur le Jatropha au Mozambique. Une société suisse prévoit d'importer du Jatropha en Suisse pour abreuver nos réservoirs. En moins d'un an, ce type d'accaparement des terres se précise. Des sociétés transnationales, comme des gouvernements, sont en train de se répartir l'Afrique.

Que penser de Daewoo qui fait main-basse sur 50% des terres arables de Madagascar? Ceci pour planter du maïs (semences américaines...) et des palmiers à huile. Ce géant sud-coréen a conclu un accord avec le gouvernement malgache, valable pour 99 ans, pour exploiter 1,3 millions d'hectares sur lesquels il ne paiera vraisemblablement aucun loyer. Il n'est pas exclu que ces terres soient exploitées par de la main d'oeuvre sud-africaine. En contrepartie, Daewoo a assuré vouloir investir jusqu'à 6 milliards de dollars sur les 25 prochaines années pour les infrastructures. 6 milliards comparés aux 66 milliards mobilisés pour «sauver» l'UBS...

Les managers de Daewoo considèrent nécessaire de prendre possession de surfaces à travers le globe vu que la Corée est extrêmement peuplée et n'a pas assez de terres à disposition. C'est d'ailleurs le cinquième plus grand importateur de maïs. Mais ce projet se fait sur le dos de 70% de la population malgache qui vit au-dessous du seuil de pauvreté. Ils ont un besoin criant de ces terres pour cultiver des produits vivriers et non pour produire des aliments destinés aux estomacs ou aux voitures coréennes.

Nombre de pays africains ne possèdent pas de registre foncier. Les terres sont donc facilement prises aux paysans. Les détails des accords fonciers sont généralement tenus secrets, si bien qu'on

ne sait pas s'ils prévoient des garanties pour les populations locales.

Les autorités malgaches ont nié la signature d'un accord avec le géant sud-coréen Daewoo Logistics. Eric Beantanana, du Bureau de développement économique de Madagascar, cité par Reuters, affirme que «le contrat signé en juillet avec Daewoo Logistics ne concerne qu'une facilité en vue d'une recherche foncière». Mais la presse

Avec un tel exemple, qui n'est d'ailleurs pas le seul puisque de plus en plus de compagnies transnationales, voire d'Etats s'intéressent aux terres africaines, on atteint les limites de l'entendement! Jusqu'où sommes nous prêts à aller dans cet ultra-capitalisme?

Jacques Diouf, directeur général de la FAO dit redouter l'émergence d'un pacte néocolonial pour la fourniture de matières premières, sans valeur ajoutée

Tendance forte

Madagascar n'est de loin pas le seul pays visé: Tanzanie, Angola, Pakistan, Cambodge, mais aussi Soudan et Ethiopie, des pays qui souffrent pourtant de désastres humanitaires (ex. Darfour).

Selon l'ONG «Grain», il y a deux types d'investisseurs fonciers. Des pays comme le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée (qui a déjà acheté des terres en Mongolie et en Russie orientale), l'Arabie Saoudite ou l'Egypte le font essentiellement par «soucis de sécurité alimentaire». Après la crise alimentaire de 2007-2008 ces pays ne se fient plus au marché; ils externalisent donc la production alimentaire nationale en prenant le contrôle de terres à l'étranger. Ces pays sont en manque de terres, mais pas forcément de liquidités.

L'autre type d'investisseurs sont ceux qui espèrent des retombées financières majeures et qui se sont engouffrés dans ce secteur suite à la crise financière: ce sont des acteurs de la finance et de l'agro-alimentaire qui se tournent vers le foncier pour la production alimentaire et d'agrocarburants. S'il y a un risque politique important en raison de la dimension affective à la terre, l'appât du gain semble plus fort puisque le contrôle des meilleurs sols pourrait être une garantie de gagner un beau pactole à l'avenir. La conjonction de la crise alimentaire et financière a transformé le foncier en un actif stratégique. Certains tablent pour un horizon de placement de dix ans, sur des taux de rendement annuel de 10 à 40% sur les terres européennes (Ukraine), voire jusqu'à 400% en Afrique. Tous ces achats de terres se sont effectués en quelques mois, dès que les marchés financiers ont commencé à s'effondrer; cette rapidité amplifie le phénomène de spéculation.

Le privé, cheville ouvrière

Dans les deux cas, acte étatique ou privé, même si une part du chemin est fait par les pouvoirs publics qui concluent les contrats entre Etats, c'est le secteur privé qui est la plupart du temps chargé au final de la mise en oeuvre.

Si cet accaparement des terres à grande échelle se poursuit, le fondement même de la souveraineté alimentaire disparaît. A nous de réagir. Et vite!

Valentina Hemmeler Maïga



malgache confirme que cet accord a bien eu lieu et qu'il va au-delà que ce que reconnaissent leurs autorités. D'ailleurs Daewoo a été plus précis en faisant état de l'obtention d'un droit de cultiver du maïs dans la région ouest ainsi que 300'000 hectares de palmiers à huile dans l'est, dans le but de couvrir à terme plus de la moitié des importations sud-coréennes de maïs.

Les analystes confirment que dans le contexte général de ventes de terres, le projet de Daewoo est sans précédent puisque les achats se sont jusqu'alors «limités» à des surfaces de 100'000 hectares environ. Ici c'est dix fois plus.

pour les pays producteurs. Les expropriations de petits producteurs et la spéculation foncière sont une menace réelle sur l'agriculture familiale dans les pays en développement.

Uniterre, maïs et surtout La Via Campesina, ne peuvent rester muets face à une telle évolution. Notre mouvement compte des membres à Madagascar et en Corée. C'est une occasion de développer ensemble une campagne de dénonciation. Et surtout de prévenir de futurs accords semblables entre des multinationales et des Etats. La terre est l'outil de travail des paysans! Il y va de l'avenir de tous de la conserver.

En savoir plus
Consultez notamment l'excellent dossier de GRAIN «Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière» (oct. 08).
<http://www.grain.org/go/mainbasse>